

Les Echos

Entreprises & Marchés

CAC 40
4.528,3 points
0,651 %

DOW JONES
24.040,49 points
-0,8332 %

EURO/DOLLAR
1,0881 \$
-3,61 %

ONCE D'OR
1.686,2 \$
-0,3752 %

PÉTROLE (BRENT)
26,58 \$
-5,9115 %

Mardi 21 avril 2020
www.lesechos.fr

DEVISES | EUR/GBP 0,8724 | EUR/JPY 1,1709 | EUR/CHF 1,0514 | GBP/USD 1,2472 | USD/JPY 1,0762 | USD/CHF 0,9663 **TAUX** | EONIA -0,449 | LIFFE EURIBOR 3 MOIS -0,243 | OAT 10 ANS 0,025 | T-BONDS 10 ANS 0,6374

Prêts garantis par l'Etat : Bercy vole au secours des start-up

ÉPIDÉMIE

Guillaume Bregeras,
Edouard Lederer
et Thibaut Madelin

C'est un angle mort dans le programme de prêts garantis par l'Etat (PGE). Si plus de 22 milliards d'euros avaient déjà été accordés ce week-end à plus de 150.000 entreprises, de nombreuses start-up et PME ne remplissent pas les critères pour accéder à cette perfusion de trésorerie indispensable face à une chute des recettes sur fond de crise du coronavirus.

Les pouvoirs publics et les banques veulent y remédier. « Il y a 15 % d'entreprises qui ne sont pas éligibles au PGE, reconnaît une source bancaire. Souvent, elles sont considérées comme des entreprises en difficulté au regard des critères européens ». Des discussions ont lieu avec la Commission européenne pour assouplir ces critères, au moins en partie.

Selon les textes européens, une entreprise est notamment considérée en difficulté si ses fonds propres sont inférieurs à 50 % de son capital social. « Or il peut arriver à une entreprise innovante, mais aussi un commerçant, d'avoir un peu tiré sur ses fonds propres ou ses comptes courants et se retrouver avec un ratio inférieur », selon cette source. Ce critère européen d'entreprise en difficulté, selon une source proche des pouvoirs publics : quand les pertes cumulées dépassent la moitié de leurs fonds propres.

Déjà 13.000 start-up ont reçu un accord

Pour ajuster le tir, le gouvernement veut convaincre la Commission européenne de mettre de l'eau dans son vin. Plusieurs sources attendent un retour rapide pour clarifier les choses dès cette semaine. Depuis le début de la crise du coronavirus, Bruxelles a certes mis entre parenthèses de nombreu-



Aujourd'hui, de 10 à 15% des jeunes pousses se retrouvent hors du dispositif. Photo iStock

ses règles, mais la question n'a pas été tranchée, semble-t-il.

Malgré ces restrictions, les start-up tricolores ont, jusqu'ici, répondu en masse au dispositif du PGE avec déjà 13.000 entreprises qui ont reçu un accord de leurs banques et de Bpifrance, qui gèrent ensemble le dispositif, pour un montant total de 1,8 milliard d'euros.

Le gouvernement a d'ailleurs procédé à des assouplissements en modifiant le pla-

fond, autorisé, à savoir 25 % ou trois mois maximum du chiffre d'affaires 2019 en France. Depuis la semaine dernière, les entreprises « innovantes » peuvent bénéficier d'un autre plafond représentant deux fois la masse salariale en France. Cet ajustement a pu se faire sans le feu vert de Bruxelles.

Aujourd'hui, c'est pourtant encore de 10 à 15 % des start-up qui se retrouvent de facto en dehors du dispositif. La plupart des entreprises concernées évoluent sur des secteurs où

les revenus n'arrivent que longtemps après le début de l'activité (biotech, par exemple) ou approchent l'épuisement de leurs fonds propres. Ces dernières auraient dû lever des fonds dans les prochains mois pour continuer à croître, mais la crise du coronavirus a ébranlé leurs investisseurs.

La moitié des start-up qui resteraient encore en dehors des dispositifs d'aide de l'Etat risquent de toute façon d'être vouées à l'échec, estime un conseiller de Bercy. ■

Carrefour baisse la rémunération de ses dirigeants et son dividende

DISTRIBUTION

Philippe Bertrand
@BertraPhilippe

Carrefour se veut exemplaire. Le distributeur se conforme aux recommandations de l'Afep en diminuant la rémunération de ses dirigeants pour la période de la crise du coronavirus. Il baisse aussi le montant des jetons de présence de ses administrateurs. Et répond également à la demande du gouvernement en diminuant son dividende. Le tout alors même que le groupe n'a pas fait appel au soutien de l'Etat, ni pour du chômage partiel massif, ni pour une garantie de prêt. Il présente aussi la particularité, parmi ceux qui ont décidé une baisse de la rémunération de leurs dirigeants, d'être l'un des rares à poursuivre son activité de façon quasi normale. Les magasins d'alimentation fonctionnent plutôt bien en raison du confinement. Les panels chiffrés à 15 % la hausse des ventes de produits de grande consommation depuis le début de la crise.

« Action de solidarité »

Dans le détail, son PDG, Alexandre Bompard, ampute son salaire fixe de 25 % pendant deux mois. Pour l'exercice 2019, sa rémunération fixe annuelle était de 1,5 million d'euros. Les membres du comité exécutif rabotent leurs émoluments de 10 %. Ceux-ci seront en outre gelés pour 2020. Quant aux administrateurs, ils réduisent le montant de leurs jetons de présence de 25 % pour l'ensemble de l'année. L'enveloppe totale dite « d'assiduité » représente 1,2 million d'euros pour l'ensemble des 17 membres du conseil. « Les sommes correspondantes seront affectées au financement d'actions de solidarité pour des salariés du groupe, en France et à l'étranger », indique le communiqué publié lundi soir.

Carrefour n'a pourtant pas fait appel au soutien de l'Etat, ni pour du chômage partiel massif, ni pour une garantie de prêt.

Les actionnaires sont aussi mis à contribution. Le conseil proposera à l'assemblée générale du 29 mai, la baisse de moitié du montant du dividende de 0,46 euro par action annoncé en février. Le cours du titre a déjà perdu 13 % en un an. Comme c'est désormais une tradition chez Carrefour, le dividende continuera à être versé soit en numéraire, soit en action.

Le groupe profite de cette communication pour modifier la taille de son conseil d'administration, qui passera de 17 à 14 sièges, dont 50 % d'indépendants et 43 % de femmes. Nommé à la Commission européenne, Thierry Breton a démissionné. Lan Yan, la banquière d'affaires responsable de la Chine chez Lazard, n'a pas demandé son renouvellement. Hasard ou coïncidence ? Carrefour a cédé son activité en Chine il y a quelques mois. Autre personnalité qui renonce à siéger : Jean-Laurent Bonnafé, administrateur-directeur général de BNP Paribas. Aucune explication n'est donnée. Certains considéraient que la présence du premier banquier de Casino au conseil de son concurrent Carrefour était proche du conflit d'intérêts.

Selon nos informations, Casino prépare des annonces similaires à celle de Carrefour. ■

l'essentiel

Malgré le confinement, les Français ont fêté Pâques dans leurs assiettes

La semaine précédant le week-end pascal a connu une nouvelle ruée dans les supermarchés. Les consommateurs ont délaissé les pâtes et le riz pour la viande et les légumes. // P. 18

Le vaccin pour tous n'est pas pour demain

Le délai de 12 à 18 mois évoqué initialement semble trop optimiste, au regard du temps de développement et des besoins en capacité de production. Et une chose est certaine : il faudra plus d'un fabricant pour répondre à la demande mondiale. // P. 19

En Australie, Google et Facebook devront payer pour diffuser des articles

La décision du gouvernement, une première mondiale, vise à sauver les entreprises de presse du pays, qui traversent une crise sans précédent. // P. 22

Horlogerie : comment l'écosystème français résiste aux turbulences

La crise du coronavirus s'ajoute aux révolutions que connaît la planète horlogère, entre Suisse et Chine, depuis cinq ans. La filière française, concentrée en Franche-Comté, estime avoir des atouts à faire valoir. // P. 24

Le milliardaire Lawrence Stroll prend la tête d'Aston Martin

AUTOMOBILE

Anne Feitz
@afeitz

« Dangereusement vôte ». Lawrence Stroll va devoir s'accrocher pour tenir son rôle à la tête d'Aston Martin. Le milliardaire canadien, venu fin janvier au secours du constructeur de luxe préféré de James Bond, a pris lundi comme prévu ses fonctions de président exécutif de la firme britannique. Le moment aurait difficilement pu être pire : traversant déjà de grosses difficultés financières, Aston Martin est, comme toute l'industrie automobile, frappée de plein fouet par la crise sanitaire.

Ses deux usines britanniques sont à l'arrêt depuis plusieurs semaines. Le groupe a différé leur redémarrage, initialement prévu lundi, au 27 avril, une date « sujette à révision, compte tenu des circonstances changeantes », a-t-il indiqué.

Le constructeur a même dû négocier il y a deux semaines une nouvelle ligne de crédit de 100 millions de livres (114 millions d'euros), estimant ne plus avoir les liquidités suffisantes pour assurer l'exploitation pendant douze mois, comme il l'avait assuré fin février. L'impact croissant du coronavirus a créé une « incertitude non

quantifiable » sur l'activité, a expliqué le groupe fin mars. Reconnaisant que l'environnement mondial est le « plus difficile que nous ayons jamais connu », Lawrence Stroll n'en a pas moins réaffirmé sa détermination à réussir. Le milliardaire, qui a bâti sa fortune dans des marques de modes comme Pierre Cardin, Ralph Lauren ou Tommy Hilffiger, a monté fin janvier un tour de table de 500 millions de livres pour sauver la célèbre marque.

Lancement d'un SUV

En graves difficultés financières, avec des ventes en baisse à 5.809 unités et des pertes nettes de 150 millions de livres en 2019, Aston Martin compte notamment sur le lancement sur le créneau en vogue des SUV de son modèle DBX, présenté en novembre. La production démarrera « peu après la fin des arrêts dus au coronavirus », a assuré, fin mars, le directeur général, Andy Palmer. Le groupe affirme avoir déjà enregistré 2.000 commandes pour des livraisons toujours prévues cet été, à près de 200.000 euros. En revanche il va devoir attendre pour bénéficier de la sortie du nouveau James Bond, « Mourir peut attendre », dans lequel figurent quatre modèles Aston Martin : la sortie du film a été reportée au 12 novembre. ■

LES ENTREPRISES CITÉES

Accor 32	Eiffage 17	Michel Herbelin 24	Roland Berger 16
Alibaba 22	Facebook 22	MK2 21	SMB 24
Apple 21	Factum Group 25	MW & Co 24	Swatch 24
AramisAuto 16	FNAC Darty 32	Netflix 21	Toyota 16
Audemars-Piguet 24	Google 21, 22	NGE 17	TUI 17
Bolloré 32	Guittton 16	Nielsen 18	Unibail-Rodamco 32
BP 26	Hellomooov' 25	Oliver Wyman 18	Valeo 16
Breitling 24	IRI 18	Orano 16	Vestiaire Collective 20
Ceva Santé Animale 18	Lip 24	Péquiognet 24	Vivendi 32
Claas 16	March LA,B 24	Pharmamat 25	WeatherForce 25
Corsair 17	Melvita 29	PSA 16	Yema 24